

Power Corp. questionnée sur son éthique en Birmanie

20 février 2008 - 16h32

Presse Canadienne

Le plus grand gestionnaire canadien de fonds communs de placement responsables, The Ethical Funds Company, demande des «clarifications» au conglomérat montréalais Power Corporation ([POW](#)) au sujet de sa présence en Birmanie par le biais de sa participation dans le géant pétrolier français Total.

Dans le cadre de sa campagne 2008, The Ethical Funds a aussi des questions à poser aux entreprises québécoises Transcontinental, Gildan, Le Château, Reitmans et Saputo.

Dans une résolution récemment déposée auprès de Power et sur laquelle les actionnaires de cette dernière devront se prononcer en vue de la prochaine assemblée annuelle, The Ethical Funds demande à l'entreprise de justifier sa participation dans Total.

The Ethical Funds fait remarquer qu'en novembre 2007, le gouvernement fédéral a imposé un interdit total sur les investissements canadiens en Birmanie et sur les échanges commerciaux entre les deux pays.

Ce resserrement de l'embargo canadien contre le régime découle de la violente répression des manifestations pro-démocratiques menées l'automne par des moines bouddhistes et d'autres militants birmans.

The Ethical Funds demande à Power Corporation comment son investissement dans Total a été évalué par rapport à son «énoncé de responsabilité sociale», en vertu duquel l'entreprise s'engage à agir «en accord avec les buts qui sont à la base de la Déclaration universelle des droits de l'homme».

Il a été impossible de joindre un porte-parole de Power Corporation mercredi. Les questions que souhaite poser The Ethical Funds à Gildan, Le Château et Reitmans touchent aux conditions de travail dans les usines de vêtements, tandis que celles adressées à Transcontinental et à Saputo concernent l'environnement.